

Vingt années au service d'une Europe de l'Énergie

Nous organisons cette année le **XXème Forum de l'Énergie**, dans un contexte terriblement perturbé par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, sur un fond de crise énergétique dont la plupart des observateurs imaginent que cette crise est la conséquence de cette guerre alors que tous ceux qui suivent notre Forum depuis 20 ans savent pertinemment qu'elle en est la cause.

Je vais donc rapidement vous donner mon analyse, fruit de mes années passées comme parlementaire puis comme diplomate dans ces pays d'Europe centrale où l'Europe s'est agrandie en privilégiant l'idée l'élargissement au détriment de l'approfondissement.

I – la guerre en Yougoslavie et ses conséquences.

Les informations que nous recevons depuis le 24 février sont unanimes : la guerre en Ukraine est la première en Europe depuis 1945. C'est inexact. Car la première guerre remonte à 1986. Elle implique des pays aujourd'hui membres de l'Union comme la Slovénie et la Croatie, ou qui aspirent à y entrer. Mais le fait déclencheur est le conflit inter-ethnique en Bosnie-Herzégovine né au Kosovo avant de déborder sur les Krajina en Bosnie.

« Lorsque la tension se fit très forte dans le courant de l'année 1986, le premier ministre serbe Slobodan Milosevic décida d'élargir son espace politique interne en s'affirmant, à l'issue d'une réunion publique au Kosovo, comme le défenseur intraitable des intérêts serbes. Il ajouta que jamais lui, chef du gouvernement de Belgrade, ne laisserai les albanais du Kosovo maltraiter la minorité serbe qui vivait sur le territoire de ses ancêtres et où se trouvaient ses champs de bataille historiques, ses sépultures séculaires, ses églises originelles, et, en quelques sortes, l'âme de la Serbie. » (1)

J'ai eu un rôle personnel dans cette affaire : tout est décrit dans un livre que j'ai publié en 1999, « l'Union Européenne et la crise yougoslave » et que l'on trouve encore, vingt-trois ans plus tard, dans les bonnes librairies.

En 1995, l'Europe, alors sous présidence française, a engagé un processus de fin du conflit par l'intervention de l'OTAN, pour la première fois « hors zone », et, au Parlement européen, j'ai pris en charge le dossier de la reconstruction. Cette guerre a duré plus de 10 ans. Elle a fait 300.000 morts, des centaines de milliers de personnes déplacées, des villes détruites. L'Europe a réalisé alors que l'on pouvait être en guerre à 500 kilomètres à vol d'oiseau de Nice.

II – le Traité de Paris de 1997.

En 1997, Jacques Chirac a tiré les conclusions diplomatiques de la fin de la guerre en Yougoslavie. Je joins à ce texte le discours de l'Élysée du 27 mai 1997. Il fixe la feuille de route des européens, des russes et des américains pour effacer Yalta. Ces deux pages résument tout : comment réaliser la fin du partage de Yalta en organisant une coopération économique, politique et énergétique, où chacun trouverait son compte et assurerait aux européens une paix durable (2)

De surcroît, en 1999, pour les cinquante ans de l'OTAN, nous avons organisé à Strasbourg, dans les locaux du Parlement Européen, avec la participation des tous les étudiants du CIFE, une rencontre entre l'OTAN et l'Union Européenne sur le thème : « de la Défense de l'Europe à l'Europe de la Défense »

Les actes sont dans nos archives car publiés dans la revue « Regard Européen » n°12 & 13 et peuvent être consultés (par nos étudiants) à la bibliothèque gérée par Valérie Charpentier.

A partir de 2002, le Club de Nice et l'Académie des Sciences de Russie ont échangé pendant seize ans, sur la nécessaire coopération dans l'espace européen sur les sujets énergétiques : les russes avaient ce que les européens n'avaient pas : du gaz et du pétrole. L'intérêt bien compris des uns et des autres était de garantir des contrats sur le long terme afin de maintenir des prix raisonnables en échappant aux fluctuations erratiques des marchés. Il s'agissait de maintenir une compréhension mutuelle autour d'un intérêt collectif, dont les italiens et les allemands furent les premiers bénéficiaires

Pendant toutes ces années, les relations entre russes et européens furent stables, les bénéfiques corrects, et les échanges détendus.

III - La fin de l'accord de 1997 a été acté à Munich en 2007.

Malgré l'opposition de la France et de l'Allemagne, les pressions sur la Russie n'ont plus cessé à partir de novembre 2004 après la « révolution orange » afin de revenir sur le principe de 1997, qui laissait à la Russie deux pays « finlandisés », la Biélorussie et l'Ukraine. Le discours de Vladimir Poutine, réagissant à l'hypothèse de l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN le 12 février 2007, marque le retour d'une agressivité jusque là contenue. Je vous invite à lire l'article de Laurent Zecchini dans le journal « le Monde » (3) ou l'analyse, beaucoup plus fouillée de Michel Guéneac dans « Hérodote »

Pendant 7 ans, de 2007 à 2014, la situation s'est progressivement dégradée en Ukraine. Toutefois, l'invasion de la Crimée en 2014 n'a eu aucune conséquence militaire immédiate au niveau européen. Le consensus entre chacun des

protagonistes était de laisser la situation en l'état. L'armée turque occupe Chypre-Nord depuis août 1974 tout en étant membre de l'OTAN dans le silence gêné de la communauté internationale mais sans la moindre mesure de rétorsion. Le sujet de la Crimée, de nature analogue, était clair : ne pas chercher plus querelle aux russes que nous ne l'avons fait pour les turcs. A Chypre-Nord, la population est turque. En Crimée la population est russe : donc, chacun chez soi, et tout va bien....

IV – le retour des exportations américaines d'hydrocarbures.

Ce qui a modifié profondément la donne énergétique mondiale, c'est le vote du Congrès américain du 18 décembre 2015. Ce vote lève l'embargo sur les hydrocarbures et je vous invite à lire l'article du journal suisse « le Temps » de Stéphane Bussard du 18 décembre 2015 (5) qui détaille comment l'administration Obama a réussi la prouesse, sous prétexte d'augmenter la production d'énergies renouvelables, d'inonder le marché mondial de gaz et de pétrole de schiste, surabondant en raison de la fracturation hydraulique.

Dès lors que le pétrole, sous embargo américain, depuis 40 ans en raison de la guerre en Irak revenait massivement sur le marché, il était important de réduire l'offre afin de garantir des prix élevés à ceux que j'appellerai les « producteurs survivants ».

Je vous invite à regarder le tableau des réserves mondiales de pétrole qui est en annexe 6. Les réserves sont estimées à 50 ans de consommation au rythme actuel. Le Venezuela, l'Iran, l'Irak et la Lybie sont déjà exclus du circuit. Exclure la Russie est la certitude de maintenir des prix élevés.

C'est la victoire de Trump en 2016 qui a retardé de 4 ans la guerre en Ukraine. Dès le retour de l'administration démocrate, les conditions étaient remplies pour remettre sur les rails le choix du Congrès américain de décembre 2015 : inonder le marché des excédents pétroliers américains et saoudiens.

V - Depuis 2017, le Forum de l'Energie cherche des substituts aux hydrocarbures.

Nous raisonnons ici uniquement comme des créateurs d'Europe. Avec Claude Nigoul, nous avons, depuis que l'Académie des Sciences de Russie n'a plus d'intérêts à exposer son point de vue, décidé de réorienter ce Forum. J'en profite pour remercier tous ceux qui ont, autour de Philippe Boucly, permis des débats autour de l'hydrogène : c'est l'avenir de l'Europe qui se joue autour de cette énergie non polluante sous réserve que l'on produise de l'électricité bon marché.

Demain, le Docteur Muller et son associé Pierre-Antoine Racine nous ouvriront les perspectives du graphène. Et les producteurs de gaz de Jean-Marc Leroy montreront comment on peut alléger la facture du gaz. Vous verrez que c'est passionnant

VI – Le discours de Poutine justifiant l’attaque de l’Ukraine.

En février 2022, le Tsar de toutes les Russies reprend les mêmes mots que Milosevic 36 ans auparavant : « *jamais lui, chef du gouvernement de Moscou, ne laisserait les ukrainiens de Kiev maltraiter la minorité russe du Donbass qui vivait sur le territoire de ses ancêtres* ».

Toutefois, personne n’est dupe. Les russes ont considéré que le moment était venu d’en découdre avec les américains, quel qu’en soit par ailleurs le prix à payer. C’est la version non-macronienne du « quoi qu’il en coûte ». Il faut donc s’attendre à des hivers compliqués, des désastres humanitaires, des familles ruinées et une génération sacrifiée en Ukraine comme en Russie.

VIII – La fin de la prospérité en Europe

La guerre en Ukraine scelle la fin d’un cycle. La chute du mur de Berlin, en octobre 1989, avait ouvert une période portant sur un projet d’élargissement admis par la Russie. Le 24 février 2022 marque la fin de ce cycle. La naïveté des européens, ne comprenant pas la nécessité d’assumer leur défense, l’incapacité des européens de l’Ouest à comprendre ce qui s’était passé à l’Est entre 1945 et 1989, une vision européenne de la politique étrangère plus proche des bisounours que de la *realpolitik*, tout ceci nous a conduit à une situation que les vieux fédéralistes que nous sommes n’imaginions pas revoir un jour.

Débattons et cherchons des solutions : c’est pour l’Europe d’une impérieuse nécessité !

Jean-Antoine Giansily



- (1) L’Union Européenne et la crise Yougoslave : illusions et réalités, page 12 – Éditions Denoël 1999.
- (2) Discours de Jacques Chirac – Palais de l’Élysée 27 mai 1997.
- (3) Le Monde – Laurent Zecchini le 12 février 2007.
- (4) Michel Guéneac « La Russie face à l’extension de l’OTAN en Europe – Revue Hérodote copyright 2008.
- (5) Le Temps – Genève. Analyse de Stéphane Bussard du 18 décembre 2015
- (6) Les réserves mondiales de pétrole –

Jean-Antoine Giansily

L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE YOUGOSLAVE

ILLUSIONS ET RÉALITÉS



Denoël

en l'exercice du Conseil de l'Union européenne, imposant à ses partenaires, après avoir convaincu le Congrès américain, la création de la Force de réaction rapide et l'intervention militaire de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Ce geste politique fort devait mettre un terme à la guerre dans les Balkans, ouvrir la voie aux négociations de Dayton et au traité de Paris signé à l'Élysée le 14 décembre 1995.

Comment les Européens, premiers contributeurs financiers de la reconstruction, ont-ils géré la sortie de crise du dernier conflit du XX^e siècle sur notre continent ?

Rapporteur spécial au Parlement européen du budget de la reconstruction de l'ex-Yougoslavie, l'auteur décrit dans le détail comment les méandres du système bruxellois ont réussi en trois ans à enliser et à stériliser l'immense espoir né à Sarajevo de l'intervention des « canons Chirac ».

Jean-Antoine Giansily, 52 ans, vice-président de la commission des Budgets du Parlement européen, est membre du comité politique du R.P.R. Il est également président de l'Association française pour la communauté atlantique (AFCA) et vice-président de l'Association du traité atlantique (ATA).



Couverture :
Jean-François Jacquemart

B 24885.3 2,99
ISBN 2.207.24885.2
120 FF TTC 18,29 €

Élysée 27 mai 1997

Texte intégral

Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

- Monsieur le secrétaire général,

- Mesdames et messieurs les ministres,

- Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

- Mesdames,

- Messieurs,

- Il est des moments où l'Histoire marque une pause pour s'engager sur une voie nouvelle. Il est des moments où se joue le devenir des peuples, et ceci pour plusieurs générations. Ce Sommet est l'un de ces rendez-vous que l'Histoire se donne à elle-même. Aujourd'hui, nous bâtissons la paix.

- Pour la première fois, les plus hauts responsables des pays de l'Alliance atlantique et de la Russie sont réunis pour porter ensemble une grande ambition : garantir en Europe une paix fondée sur nos valeurs communes et sur la conscience d'un destin partagé.

- En signant tout à l'heure l'Acte fondateur d'une nouvelle organisation européenne de sécurité, dans laquelle la Russie occupera toute sa place, nous tournerons la page d'un demi-siècle d'incompréhension, de confrontation, de division sur notre continent.

- Bâti sur les ruines de la Seconde Guerre Mondiale, l'ordre issu de Yalta avait conduit à une paix injuste, préservée par l'équilibre de la terreur. La France, dès l'origine, par la voix du Général de Gaulle, avait refusé cette division contre nature.

- Il y a huit ans, l'effondrement du mur de Berlin créait l'espoir d'une Europe enfin réconciliée. Il s'agit aujourd'hui de tirer les ultimes conséquences de ce mouvement de l'histoire en faisant disparaître les derniers vestiges de la guerre froide. A la logique de confrontation entre adversaires d'hier, succède une ère de coopération entre partenaires égaux et respectés. Comme le souhaitait la France en lançant cette initiative, l'accord de Paris ne déplace pas la ligne de fracture de Yalta. Il l'efface définitivement.

- Cet accord est possible parce que la Russie et l'OTAN ont entrepris de profondes transformations.

- La Russie a confirmé, en juillet de l'année dernière, le choix de la démocratie et des réformes. Avec le Président Boris Eltsine, elle s'est engagée dans un processus courageux de modernisation et de démocratisation.

- Aujourd'hui, ce très grand pays, qui a tant apporté à notre histoire et à notre culture, devient pour l'Alliance atlantique un partenaire essentiel, comme il l'est déjà pour l'Union européenne.

- L'Alliance atlantique, elle aussi, a engagé une grande réforme, la première de cette ampleur depuis sa création. L'OTAN, conçue à l'origine pour faire face à une menace précise et massive, se dote d'une organisation plus légère, plus flexible, adaptée à ses nouvelles missions de gestion des crises et de maintien de la paix. Cette Alliance qui se rénove et se rééquilibre n'est plus celle de la guerre froide. Les Européens devront pouvoir y exercer pleinement leurs responsabilités.

- Instaurées par cet Acte fondateur, la concertation permanente, la transparence et la coopération à tous les niveaux entre les Alliés et la Russie, contribueront à effacer les réflexes du passé. Elles ancreront dans les habitudes et les mentalités cette confiance qui fondera notre partenariat. Elles doivent donner une nouvelle impulsion aux négociations de désarmement.

Le renforcement du rôle et des moyens de l'OSCE permettra d'inscrire l'élargissement de l'Alliance atlantique dans un cadre plus vaste, rassemblant, à égalité de droits et de devoirs, tous les pays de la "Grande Europe". Deux priorités doivent les mobiliser : l'adaptation du Traité FCE et l'élaboration d'une Charte sur la sécurité européenne.

- Le partenariat développé par l'OTAN et l'UEO avec les pays qui n'en sont pas membres concourt au même objectif : réunir enfin notre grande famille européenne.

- Dans le même esprit, je renouvelle la proposition que j'avais faite il y a près d'un an : convier au prochain Sommet de l'Alliance atlantique, les 8 et 9 juillet à Madrid, l'ensemble des États européens qui auront un lien avec l'Alliance, à commencer, bien sûr, par la Russie.
 - Une organisation de sécurité capable de garantir durablement la paix en Europe suppose une coopération solide et confiante entre l'Union européenne, l'Amérique du Nord et la Russie.
 - Le processus de paix dans l'ancienne Yougoslavie témoigne de cette nécessité. C'est à partir du moment où Américains, Européens et Russes ont su coordonner leurs efforts que nous avons pu progresser vers le règlement du conflit et signer ici même, le 14 décembre 1995, l'accord de paix sur la Bosnie-Herzégovine. La coopération sans précédent nouée sur le terrain entre nos pays, avec nos autres partenaires, reste nécessaire pour traduire dans les faits notre volonté commune d'enraciner la paix en Bosnie.
 - Au-delà de notre continent, notre partenariat sera, j'en suis convaincu, un élément essentiel de la stabilité et de l'harmonie du monde multipolaire qui s'ébauche.
 - Une Union européenne renforcée et élargie, un lien transatlantique renouvelé avec nos amis et alliés américains, une Russie forte et démocratique sont indispensables à la paix et à l'équilibre international.
- L'Acte fondateur que nous allons signer ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de l'Europe. Un chapitre sans précédent parce qu'il exprime une même vision de l'avenir.
- Je rends hommage à la hauteur de vue du Président Bill Clinton, du Président Boris Eltsine, du Chancelier Helmut Kohl et de tous les chefs d'État et de gouvernement présents aujourd'hui. Leur engagement personnel a rendu possible cet accord. Je tiens aussi à exprimer, en notre nom à tous, notre estime et notre gratitude au secrétaire général de l'Alliance atlantique, M. Javier Solana.
 - Notre accord est un succès pour la Russie, pour l'Alliance atlantique, pour l'Europe. Mais il est d'abord et avant tout un succès pour la paix et aussi une grande espérance pour les peuples.
 - Je vous remercie.

Le Monde

Vladimir Poutine dénonce l'unilatéralisme américain

En février 2007, à l'occasion d'un forum sur la sécurité, le président russe s'en était pris vertement à la politique des Etats-Unis, qu'il avait accusés d'unilatéralisme dans la gestion des affaires du monde. "Un pays, les Etats-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international", avait-il martelé.

Par Laurent Zecchini

Publié le 12 février 2007 à 14h42 Mis à jour le 04 juin 2010 à 07h34

Un vent froid, rappelant le climat de la guerre froide, a soufflé sur Munich, samedi 10 et dimanche 11 février, à l'occasion de la 43^e Conférence sur la politique de sécurité. Pour sa première visite à ce rendez-vous international annuel connu comme le "*Davos de la sécurité*", le président russe, Vladimir Poutine, a choisi de se livrer à une critique tous azimuts de la politique des Etats-Unis, coupables, selon lui, d'unilatéralisme dans la gestion des affaires du monde.

Le ton parfois vindicatif employé par le président russe a surpris cet auditoire de quelque 300 spécialistes des questions stratégiques (dont une quarantaine de ministres), mais le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, dont c'était aussi la première visite à ce forum de la sécurité, n'a pas voulu jeter de l'huile sur le feu, sans pour autant dissimuler l'inquiétude que lui inspire une politique russe qui "*semble aller à l'encontre de la stabilité internationale*". "*Une guerre froide, cela a été largement suffisant*", a-t-il souligné, tout en indiquant son intention d'accepter l'invitation de M. Poutine à se rendre à Moscou.

L'élargissement continu de l'Alliance atlantique à des pays qui étaient naguère intégrés dans l'ex-URSS, ainsi que le projet de Washington d'étendre son bouclier antimissile à l'Europe en installant des radars en République tchèque et des missiles en Pologne, alimentent depuis longtemps l'exaspération de Moscou. En tirant la conclusion que "*la guerre froide a laissé derrière elle des munitions qui n'ont pas encore explosé*", Vladimir Poutine a choisi un registre de la menace voilée plutôt anachronique (mais sans doute à consommation intérieure), qui cadre mal avec le climat relativement décrié des relations russo-américaines.

"*Un pays, les Etats-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international*", a déclaré le président russe. "*Ceci alimente une course aux armements, avec le souhait de pays de se doter d'armes nucléaires*", a-t-il assuré dans une allusion indirecte à l'Iran.

Le chef du Kremlin qui, comme Robert Gates (ancien directeur de la CIA), s'est présenté comme un "*ancien espion*" de la guerre froide, a donné sa définition du "*monde unipolaire*" voulu, selon lui, par Washington : "*Cela signifie un centre de pouvoir, un centre de décision agissant comme un maître unique, un souverain unique, qui s'effondrera de l'intérieur. Cela n'a rien à voir avec la démocratie.*"

Si la guerre froide n'a pas dégénéré en conflit Est-Ouest, a insisté M. Poutine, c'est parce qu'il y avait un *"équilibre"* : *"C'était une paix effrayante et fragile mais assez fiable. Aujourd'hui, la situation est moins fiable. Je pense que les Etats-Unis développent des armes offensives"*, a-t-il affirmé. Il en veut pour preuve le bouclier antimissile qui, estime-t-il, pourrait constituer à l'avenir une menace pour les armes stratégiques russes : *"Ainsi, l'équilibre n'existera plus du tout. Ce qui veut dire que l'une des parties aura les mains libres pour des conflits locaux, et probablement globaux"*, a ajouté le président russe. Robert Gates s'est efforcé de dédramatiser l'impression d'une quelconque escalade avec Moscou. *"Personne ne souhaite une nouvelle guerre froide avec la Russie"*, a-t-il insisté. Le bouclier antimissile américain *"n'est pas orienté"* contre Moscou et ne fournira d'ailleurs aucune protection contre les missiles stratégiques russes, a-t-il indiqué.

Le secrétaire américain à la défense, qui s'est montré soucieux de présenter de lui-même une image moins provocante que celle de son prédécesseur Donald Rumsfeld, a souligné que les oppositions entre la *"vieille"* et la *"nouvelle"* Europe, entre l'*"Est"* et l'*"Ouest"*, *"appartiennent au passé"*. Il a néanmoins dénoncé la politique de transferts d'armements de la Russie (une référence aux missiles russes Tor M-1 livrés à Téhéran) et la propension de Moscou d'utiliser ses ressources énergétiques pour *"la coercition politique"*.

Ce cheval de bataille a été enfourché par le sénateur américain John McCain, pour qui la Russie utilise ses ressources énergétiques *"à des fins d'intimidation"*. *"Le monde est multipolaire et il n'y a pas de place pour les confrontations inutiles"*, a-t-il souligné. La plupart des responsables américains présents à Munich ont choisi de répondre avec modération à Vladimir Poutine, et la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est voulue rassurante : *"La Russie est un partenaire énergétique fiable, qui souhaite l'être et le sera"*, a-t-elle affirmé.

Sergueï Ivanov lui-même, en vieux briscard de la conférence de Munich (il était présent pour la 7^e année consécutive) a, lui aussi, voulu atténuer l'impact des propos du président russe. Il ne faut pas y voir *"le moindre esprit agressif et de confrontation de type guerre froide"* envers les Etats-Unis, a plaidé le ministre russe des affaires étrangères.

ANNEXE (4)



LA RUSSIE FACE À L'EXTENSION DE L'OTAN EN EUROPE

[Michel Guéneq](#)

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2008/2 n° 129 | pages 221 à 246

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707154781

DOI 10.3917/her.129.0221

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-221.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE TEMPS – Genève

Stéphane Bussard New York-Vendredi 18 décembre 2015

Il aura fallu attendre quarante ans. En adoptant un budget fédéral de 1150 milliards de dollars vendredi, le Congrès a dans le même temps levé **l'interdiction d'exporter du pétrole mise en place en 1975** pour tempérer les effets du premier choc pétrolier. Pour le fraîchement élu président de la Chambre des représentants Paul Ryan, permettre aux grandes sociétés pétrolières d'exporter était une priorité. Le vote de vendredi est une victoire pour le républicain et pour l'esprit bipartisan, malmené ces dernières années. Une bonne partie des démocrates et le président Barack Obama ont pourtant longtemps été opposés à une telle mesure. La nécessité d'éviter un nouveau drame parlementaire et un government shutdown (fermeture partielle de l'administration en raison de l'incapacité de voter un budget) a toutefois changé la donne. De plus, la Maison-Blanche et une majorité de démocrates ont trouvé leur compte dans ce compromis budgétaire : en contrepartie, ils obtiennent l'extension des allègements fiscaux pour l'industrie éolienne et solaire qui expiraient à la fin de l'année et l'assurance que les républicains ne bloqueront pas les mesures environnementales majeures prises par l'administration. Le vote du Congrès met fin à une anomalie. Dans la capitale, on s'étonnait de constater que l'Iran allait pouvoir exporter son pétrole avec la levée des sanctions alors que les Etats-Unis se privaient d'eux-mêmes de cette possibilité.

L'autorisation d'exporter du brut va permettre de désengorger un marché américain qui croule sous le brut. Depuis la révolution des gaz et des pétroles de schistes, la production de pétrole outre-Atlantique a augmenté de 90% depuis 2008, passant de 5 millions de barils par jour à 9,5 millions. Avec 310 millions de barils par jour, la production atteint presque son pic de 1970. Le prix à la pompe s'en ressent. Au Kansas, il faut déboursier 1,79 dollars pour un gallon (3,78 litres). Pour les sociétés pétrolières, c'est une bouffée d'oxygène. Acculées par un prix du pétrole qui s'est effondré à moins de 35 dollars le baril vendredi, elles ont dû licencier plus de 35 000

collaborateurs et fermer certains puits. A court terme, la levée de l'embargo n'aura pas d'impact significatif. Mais à long terme, elle devrait doper la production, provoquer de nouveaux investissements et créer de l'emploi. Le Texas et le Dakota du Nord, les principaux États producteurs, respirent. Les désinvestissements ne sont désormais plus à l'ordre du jour. L'industrie manufacturière se frotte aussi les mains. Un rapport de l'Aspen Institute intitulé « Lifting the Crude Export Ban » et publié en 2014 le souligne : la possibilité d'exporter librement du pétrole va permettre au PIB américain de bondir de 165 milliards de dollars entre 2019 et 2021 et à l'économie de créer 630 000 emplois si la production atteignait un pic de 325 millions de barils par jour. L'interdiction d'exporter n'était pas totale, Washington l'ayant assouplie, notamment vers le Canada. La législation américaine permet aussi d'exporter des produits raffinés dont le volume a plus que doublé en huit ans. A long terme, la fin de l'embargo aura un impact géostratégique. Il va positionner les Etats-Unis comme un acteur majeur sur les marchés internationaux. Difficile d'ailleurs de ne pas voir dans la décision de Washington une manière de riposter à l'Arabie saoudite qui, malgré le très bas prix de l'or noir, continue de produire en quantité pour conserver des parts de marchés et tenter de tuer la révolution énergétique américaine. La levée de l'embargo irrite toutefois une partie des écologistes. Dans le sillage de la conférence climatique de Paris (COP21), ils estiment qu'elle va inciter les sociétés pétrolières à extraire davantage d'hydrocarbures. Les démocrates qui ont voté en faveur de la fin de l'embargo leur rétorquent que parallèlement, ils ont pu s'assurer un soutien massif pour développer les énergies renouvelables. Quant aux raffineries du nord-est et du Golfe du Mexique, elles craignent de faire les frais de cette volte-face.

ANNEXE (6)

Source : "Oil - Total proved reserves", BP Statistical Review of World Energy.

1	Venezuela	19,53	60,05	76,85	296,50	303,29	17,5
2	Arabie saoudite	168,03	260,34	262,77	264,52	297,67	17,2
3	Canada	39,53	40,29	181,50	174,85	167,82	9,7
4	Iran	58,30	92,85	99,53	151,17	155,60	9,0
5	Iraq	30,00	100,00	112,50	115,00	147,22	8,5
6	Russie	-	-	112,11	105,80	106,22	6,1
7	Koweït	67,93	97,03	96,50	101,50	101,50	5,9
8	Émirats arabes unis	30,41	98,10	97,80	97,80	97,80	5,7
9	États-Unis	36,53	33,84	30,39	34,99	61,23	3,5
10	Libye	20,33	22,80	36,00	47,10	48,36	2,8
11	Nigeria	16,70	17,10	29,00	37,20	37,45	2,2
12	Kazakhstan	-	-	5,40	30,00	30,00	1,7
13	Chine	13,35	16,02	15,19	23,27	25,95	1,5
14	Qatar	3,59	2,99	16,87	24,68	25,24	1,5
15	Brésil	1,32	4,51	8,46	14,25	13,44	0,8
16	Algérie	8,20	9,20	11,31	12,20	12,20	0,7
17	Norvège	3,95	8,63	11,37	6,80	8,64	0,5
18	Angola	1,38	1,63	5,97	9,06	8,38	0,5
19	Mexique	47,22	51,30	20,19	11,69	7,69	0,4
20	Azerbaïdjan	-	-	1,18	7,00	7,00	0,4
21	Oman	2,48	4,35	5,85	5,50	5,37	0,3
22	Inde	2,76	5,56	5,29	5,83	4,48	0,3
23	Viêt Nam	0,00	0,20	1,95	4,40	4,40	0,3
24	Australie	2,12	3,16	4,94	3,83	4,00	0,2
25	Soudan du Sud	-	-	-	-	3,50	0,2
26	Égypte	2,92	3,46	3,63	4,50	3,33	0,2
27	Indonésie	11,60	5,42	5,12	4,23	3,15	0,2